

SUR LE FRONT OUVRIER

L'union des militants arrachera la victoire

Les 34.000 de la R.A.T.P. S.N.C.F. - Après St-Lazare et Montparnasse la Chapelle débraye

Depuis jeudi matin les travailleurs de la R.A.T.P. sont en grève. Ils veulent 6.000 francs égaux pour tous d'augmentation, car non seulement ils subissent la dégradation de leur pouvoir d'achat comme l'ensemble de la classe ouvrière, mais de plus ils sont une des corporations les moins payées de la Région Parisienne.

Malgré les manœuvres du jeune Clément, l'unité la plus large existe. Toutes les directions syndicales sont unies sur le motif d'exiger des 6.000 francs égaux pour tous, car c'est celui qui correspond le mieux aux aspirations de la base.

Dans les terminaux, les dépôts, les ateliers, la totalité des gars sont unis au coude à coude.

Seuls quelques conducteurs autonomes plus hésitants qu'hostiles ont fait acte de présence. Les flics et les C.R.S. qui gardent et occupent les stations et les dépôts ont obtenu ce qu'ils espèrent : dans de nombreux cas des conducteurs hésitants se sont joints au mouvement, écœurés par la présence des flics.

La direction de la R.A.T.P. et le gouvernement ont tenté de faire fléchir la grève lundi matin. Leur espoir n'était pas bien entendu, de briser des ce moment les grèves du Métro-Bus. Mais sachant que l'ensemble des travailleurs de la région parisienne ont les yeux fixés sur ceux des Métro-Bus, ils voulaient tenter de les démoraller et de les empêcher d'entrer à leur tour dans l'action, par un affaiblissement de la grève du Métro-Bus.

Essuie, ensuite isolé la grève des Métro-Bus, ils l'auraient laissée mourir.

A l'heure où fêrâs il est encore impossible de dire très exactement ce qui va se passer. Mais nous savons que la grève des Métro-Bus n'a pas faibli, que déjà les cheminots de

St-Lazare et de Montparnasse ont débrayé. C'est-à-dire que les conditions de la victoire sont réunies. Il ne reste que de les saisir.

Les directions syndicales n'ont pu trouver les mots d'ordre unificateurs par eux-mêmes. C'est l'imposition venue de la base qui a permis de mettre en avant les 6.000 francs égaux pour tous. « La Vérité » reproduit des tracts et des extraits de tracts montrant comment les travailleurs du métro de la base étaient intervenus à différentes reprises, et avaient pu mettre Clément-Jaune hors de combat et imposer leur volonté et leur mot d'ordre unitaire des 6.000 francs égaux pour tous.

Ces directions syndicales du métro, si elles veulent vraiment le succès de la grève, agiront dans le sens de l'extension de la lutte, elles organiseront la réalisation de l'Unité d'Action des U.D. de la Région Parisienne et des Bureaux Confédéraux. De toutes façons, le devoir de combats est d'appuyer à la lutte les corporations de la région parisienne pour la défense des gars du Métro-Bus en même temps que de leur propre revendication.

Mais l'exemple de l'action de la base trouvant elle-même la revendication qui a permis de débrayer tous ensemble à la R.A.T.P. ne doit pas être perdu.

Les gars des Bus et du Métro ont aujourd'hui les yeux tournés vers l'ensemble des travailleurs parisiens.

Leur intervention directe peut être décisive pour l'entrée en lutte à leurs côtés de la classe ouvrière parisienne.

Déjà un tract de travail de la R.A.T.P. invite l'ensemble de leurs camarades à prendre toutes les initiatives pour prendre contact avec ceux des entreprises de la région parisienne.

C'est dans cette voie que nous irons à la victoire. (Correspondant.)

Dejà la semaine dernière un vote majoritaire pour la grève avait eu lieu.

Lundi 19, au Magasin général, un vote bulletin secret est très largement majoritaire. L'atelier central, le dépôt central également, chacun désigne son comité de grève. Un comité

central de grève groupant ces différents comités se constitue. Toutes les tendances sont représentées. Là où les militants C.O. hésitent, on leur indique au comité de grève leur rôle à réserver.

Le Comité de grève se réunira chaque jour. Les gars exigent que les décisions importantes soient prises en assemblée générale.

Les flics font leur apparition mais se rendent vite compte qu'il vaut mieux se conduire gentiment.

Electrolux Courbevoie Grève unanime

La direction refuse les 105 francs horaires minimum et étude les revendications particulières, notamment celles des ouvrières.

Depuis une semaine avaient lieu des débrayages : les femmes au bureau, les rectifieurs, mais sans résultat.

Lundi matin la C.G.T. convoque une assemblée générale et appelle à la grève. La C.F.T.C. fait des réserves et déclare ne se joindre au mouvement que si les adhérents le veulent.

Une délégation de plus de 30 ouvriers et employés se rend chez le chef du personnel et demande 15 fr. d'augmentation (en dehors du salaire proportionnel), une prime de transport de 1.200 francs et la satisfaction des revendications particulières.

Notons qu'à l'Assemblée générale un dessinateur explique comment dans son bureau s'est constitué un comité d'unité d'action.

Nous sommes décidés à vaincre et nombreux sont ceux qui demandent que soit organisée la grève générale. (Correspondant.)

FACELE-COURBEVOIE Grève dirigée par les grévistes eux-mêmes

Lundi matin des gars réclament une assemblée générale pour savoir ce qu'on fait. A 14 heures elle a lieu ; presque tout le personnel est là.

Puisieurs interventions exigent que l'on ne recommence pas comme 1947 et 1948. Aujourd'hui nous sommes tous réunis, il est facile de réaliser l'unité d'action, il suffit d'être un comité. Il est constitué immédiatement.

La grève est décidée dans un très grand enthousiasme ; le cahier de revendication est porté à la direction. Collectif refuse de recevoir la délégation. Les bureaux sont envahis. Le directeur veut que le travail soit repris avant de discuter.

La grève continue.

CHAUSSON ASNIERES Le silence des chefs empêche la grève

Lundi matin règne une grande agitation dans l'usine. Chacun sent que le moment est favorable pour combattre. Mais la crainte d'être isolé par les directions syndicales est grande dans chaque équipe et dans l'usine.

Qu'attendent les dirigeants syndicaux pour faire appel à la métallurgie parisienne ? Ce silence renforce la méfiance.

Mais on apprend que Montparnasse et Saint-Lazare sont en grève. Si Renault débraye nous n'attendrons pas une minute de plus !

RENAULT VEUT COMBATTRE ! LES BONZES S'Y REFUSENT

Un comité d'ouvriers de toutes appartenances et inorganisés, ont publié lundi matin le tract suivant : A L'EXEMPLE DES GARS DANS L'UNITÉ, AGISSONS POUR VAINCRE !

Dans l'unanimité, 34.000 gars du métro luttent pour leurs 6.000 francs égaux pour tous.

Chez Renault, il ne se passe pas une semaine sans qu'il ait des débrayages d'équipes ou d'ateliers.

A l'exemple des gars du métro, unis dans l'action, les ouvriers de chez Renault pourraient aussi faire plier les faucheux.

Au 7607, au 3740, au 1285, au 1282, des Comités d'Unité d'Action démocratiques ont été créés. Ils ont pour but de combattre unilatéralement. Ces Comités peuvent et doivent continuer et amplifier leur action au coude à coude avec les gars du métro.

Renault débrayant, les 34.000 grévistes du métro en lutte pour leurs 6.000 francs, c'est la victoire pour tous. C'est le gouvernement et le patronat mettant les poences !

QU'ATTENDONS-NOUS ? Le gouvernement et le patronat, malgré leurs fanfaronnades, leurs flics, leurs pressions de tout ordre, n'ont rien fait. Front Unifié des 34.000 travailleurs de la R.A.T.P.

Le gouvernement craint par dessus tout que de nouvelles forces viennent rejoindre le combat du métro. Ils ont peur de devoir céder devant la volonté unanime des travailleurs qui ne veulent plus vivre dans des conditions de misère.

IL FAUT AGIR ET AGIR VITE ! Nous devons faire comme au métro : agir dans l'unité !

Par ailleurs, par exemple, les ouvriers de chez Renault, DES LUNDI MATIN, se réuniront, se concerteront rapidement, formulèrent les revendications qui rassemblent tous les travailleurs.

LE MOMENT EST FAVORABLE, SAISISSEONS-LE ET NOUS VAINCRONS !

Ce tract a été diffusé dans toute l'usine. Il a reçu partout un accueil très favorable. Les ouvriers de l'usine

manifestaient ainsi leur volonté de débrayer immédiatement. La résolution de l'Union des Syndicats des travailleurs du métro est d'ailleurs pas clairement au débrayage a reçu beaucoup plus d'indifférence.

Dans la matinée la C.G.T. diffuse un nouveau tract qui explique plus clairement sa position qui est : pas de débrayage aujourd'hui. En effet ce tract appelle à signer des pétitions etc. à l'effet de retarder les actions des départements pour porter les revendications.

Dans les assemblées générales, à 12 h 30, on voit à nouveau l'opposition entre la ligne des chefs staliniens et celle des militants du mouvement, et la volonté de la base qui comprend que c'est maintenant le bon moment. Dans ces assemblées, les chefs s'étendent sur la misère des employés du métro-bus, sur le caractère légitime de leurs revendications, etc., ce dont personne ne doute, mais tout appelle à l'action est soigneusement évité.

AUX FORGES, un responsable syndical dit 75 % de son temps pour réfuter le tract appelant à l'action (« aventurelisme », se préparer soigneusement, etc.). Un jeune ouvrier reprend la parole et demande : « Arrêtons-nous nos revendications ou nous allons continuer à demander des pétitions ? » Il démontre qu'il faut agir pour les arracher et pour soutenir réellement le métro. « C'est maintenant plus que jamais le moment. » Il est ovationné par l'assemblée, mais les positions se succèdent à 5 ou 6 et réussissent à empêcher la volonté de débrayage des ouvriers de se manifester clairement.

Dans LITTE SEQUIN, les chaînes sont prêtes à débrayer, en particulier la chaîne des chassis. Mais on attend le meeting, croyant que sera donné l'ordre de grève.

Mais il n'est rien et malgré les cris de « débrayage ! », les dirigeants syndicaux se contentent d'organiser une dérogation. Ils disent qu'il faut d'abord réaliser l'unité. Autrement l'unité pourrait se réaliser immédiatement en débrayant.

A la C.V. toute la matinée du lundi règne une très grande agitation. Le Comité appelle à la grève. Mais, là encore, les délégués expliquent que ce n'est pas le moment et décommandent l'assemblée de ce jour. U.A. du 7607 avait convoqué pour le 11 h 30.

MARDI 20 L'Unité continue à ne pas remplir son rôle de dirigeant en n'appelant pas au débrayage.

Au meeting de midi, il dit cyniquement : « Vous débrayez, on vous suit. » Il ne s'agit pas de suivre, Linet ! Mais d'utiliser l'appui du syndicat pour organiser et promouvoir la grève la plus importante de la Région Parisienne, celle que tous les métallos attendent.

UNIC-PUTEAUX Licenciements

Le dernier numéro de « La Vérité » a rapporté comment le patron avait dû reculer et remplacer son offre de prime-sous-condition par une augmentation de salaire, devant une grève unanime.

Mais cet échec a fait préparer une contre-offensive pour tenter de briser la volonté de ceux qu'il exploite.

Mercredi dernier il licenciera un délégué C.G.T. et deux ouvriers sur un motif futile. Jeudi matin le comité d'entreprise vote contre ces licenciements (le représentant du syndicat autonome s'est absenté sans motif délégué). L'usine débraye et nous envahissons les bureaux, le patron est pris dans un cercle de grévistes exigeant le retrait des licenciements.

A 2 heures de l'après-midi le patron appelle les flics qui nous violent des bureaux. Le travail reprend mais on se prépare à combattre à nouveau pour les réintégrations.

Mais voilà que vendredi, un quart d'heure avant la sortie, des lettres de licenciements sont distribuées à 35 ouvriers. Nous aurions « sequestré » le patron, ce qui serait le motif de renvoi Samedi nous recevons des lettres de remerciement.

La réalité est que le patron veut « épurer » l'usine. La preuve en est que les licenciés sont des délégués de la C.G.T. (seuls) et deux délégués C.G.T. n'ont pas été frappés), des militants trotskystes, enfin ce que les patrons appellent « les agitateurs ».

Lundi licenciés sont entrés dans l'usine et le patron, qui a mis en branle tout l'appareil judiciaire, a fait intervenir un huissier pour nous violer.

Tous les gars seraient pour débrayer mais sentent que ce serait une grosse affaire et voudraient voir des débrayages ailleurs. Malheureusement la C.G.T. ne fait rien pour ouvrir réellement une telle perspective, elle parle d'organiser des délégations mais ne lance aucun appel à l'action avec les autres corporations déjà dans la lutte.

Service d'Édition et de Librairie
VIENT DE PARAÎTRE :
PARTI ET SYNDICATS
40 francs
« LES SYNDICATS À L'EPOQUE DE LA DECADENCE IMPERIALISTE »
de Léon TROTSKY

L'air du Pas-de-Calais

Suite de la page 2

voulaient faire grève et sa politique exigeait le concours des Promner contre les militants ouvriers qualifiés de « trotskystes ».

La politique de collaboration avec la bourgeoisie des années qui suivent la « libération » a entraîné toutes sortes d'acquiescements aux sentiments avec de Gaulle et les politiciens bourgeois, et plus bas avec des mouchards, aux dépens de la classe ouvrière. La bourgeoisie en a profité à l'époque et cherche encore à en tirer profit. La direction du P.C.F. qui ne peut faire une tentative autoritaire de sa politique passée, tente de rejeter les responsabilités sur des sous-ordres. Néanmoins, capables de la Fédération du Pas-de-Calais, déclare Lecœur ? Non, ce sont les fruits d'une politique d'appareil au service des intérêts de l'Etat et du capitalisme et de l'aventurisme font le jeu de la bourgeoisie, jusqu'aux échelons les plus abjects de l'activité de sa police et de ses provocateurs.

VILLERUPT Inique condamnation de 4 ouvriers

Le Tribunal correctionnel de Briey vient d'infliger à quatre militants syndicaux de Michéville des peines de prison allant de six mois à un an, et pour deux d'entre eux, cinq années d'interdiction de séjour en plus. Ces condamnations viennent à la suite de la grève des aciéries de Michéville et de l'arrêt de plusieurs hauts fourneaux.

Pour imposer son verdict de classe, la bourgeoisie a dû faire garder le Palais de Justice par d'imposantes forces de gendarmerie et de C.R.S. Le tribunal demande l'incarcération immédiate des quatre délégués, mais ceux-ci avaient déjà quitté la salle et trouvé une protection dans la population ouvrière du bassin. Les travailleurs ont, dans plusieurs entreprises de la région manifesté par des débrayages leur solidarité aux victimes de la répression bourgeoise et leur hostilité au verdict de classe.

C'est après une grève qui dure depuis plus de sept semaines que la répression est intervenue. Dans ce bassin de la sidérurgie où règne le trust millitaire de l'acier, SIDA-LOR, les salaires sont particulièrement insuffisants. La vie y est très chère, et bien que la semaine de travail atteigne souvent cinquante deux heures, les ouvriers, dont un très grand nombre sont étrangers, n'arrivent pas à régler les dettes qu'ils sont souvent obligés de contracter chez les fournisseurs (signaux que le patron joue aussi son rôle dans les coopératives). « Le Monde », lui-même devait reconnaître le 14 mars, pour un manoeuvre gagnait 3.740 fr. pour 52 heures de travail. Aux justes revendications des travailleurs les patrons ont répondu par la négative en déclarant qu'il en allait de l'existence même de leur industrie s'ils accordaient les revendications demandées !

Mais en général ils-hésitent à se lancer dans une action parce qu'ils sentent que les mouvements de grève partiels (n'intéressant qu'une partie d'usine ou même une seule boîte) ne peuvent avoir raison du bloc patro-

nal et qu'ils ne parviennent à arracher dans le meilleur des cas que des améliorations peu importantes (en général sur les primes). Cependant, lorsque les ouvriers sentent que l'action ne risque pas de les mener dans une grève de longue durée ils se lancent dans l'action. C'est ainsi qu'ont éclaté récemment des débrayages de courte durée dans presque toutes les usines du bassin de Longwy à Homécourt, à Neuves-Maisons et même à Pompey (où la chose est très rare) et divers mouvements de ralentissement de la production.

A Villerupt, la grève de sept semaines des ouvriers des hauts-fourneaux a entraîné l'arrêt à peu près total de toute la production de l'usine et même de la scierie (où la chose est très rare) et divers mouvements de ralentissement de la production.

Maintenant, il faut faire reculer les patrons sur les mesures répressives qu'ils ont prises contre plusieurs militants dans la région. Tous les travailleurs peuvent se mettre d'accord sur cet objectif : l'unité d'action peut se réaliser dans tout le bassin.

Il faut aussi que les ouvriers qualifiés soient leurs appartenance syndicales (et qu'ils soient organisés ou non) impo-

sent aux directeurs syndicaux la réalisation de l'unité d'action dans toute la sidérurgie, et que soit éradiqué comment l'ensemble de la classe ouvrière de France peut, par son action, venir en aide aux grévistes du bassin de Briey.

La grève des étudiants

On connaît la cause de la grève : le gouvernement veut réduire de 512 à 200 millions l'allocation attribuée à la Sécurité sociale étudiante. Ce qui aurait pour conséquence de porter la cotisation de l'étudiant de 600 à 4.000 francs par an. Contre cette mesure (qui n'a pas encore été votée par la chambre) l'U.N.E.F. déclenche une grève de protestation de 24 heures.

Le mouvement est mal préparé. D'abord la date en est modifiée par suite de la crise gouvernementale. Ensuite les dirigeants de la grève, comme directeur de l'U.N.E.F. ne tentent rien pour organiser une agitation systématique pour populariser l'idée de la grève, comme d'habitude l'ensemble des étudiants dans des assemblées générales, ou ils passent d'instinct des moyens d'action pour assurer le succès du mouvement, désigner ceux qui doivent la diriger.

La plupart des étudiants n'ont entendu parler de la grève que par des tracts ou par des journaux. Le succès du mouvement n'est pas plus satisfaisant. L'ensemble des étudiants dans des assemblées générales, ou ils passent d'instinct des moyens d'action pour assurer le succès du mouvement, désigner ceux qui doivent la diriger.

Le bataillon pour les revendications étudiantes est particulièrement pour le pré-salaire qui en ferait des salaires comme les autres. Ce peut être une bataille importante et dure. Le succès de la grève et le moment que les possibilités sont grandes. Mais pour cela il faut transformer l'U.N.E.F. en une organisation de combat des étudiants, débarrassée de ses dirigeants.

Les autres succès ont marqué un point important pour le développement d'un véritable syndicat étudiant. C'est la première fois qu'un groupe de étudiants font essai de la grève. Il est maintenant démontré qu'un mouvement de ce genre est possible et cela ouvre au syndicalisme étudiant des perspectives considérables pour une lutte effective pour les revendications étudiantes.

En province également le mouvement est suivi.

